



HAL
open science

Les exploitations agricoles en difficulté financière dans la CEE

François Colson, Yves Léon, Alain Blogowski

► **To cite this version:**

François Colson, Yves Léon, Alain Blogowski. Les exploitations agricoles en difficulté financière dans la CEE. [Rapport de recherche] INRA. 1992, 40 p. hal-01937070

HAL Id: hal-01937070

<https://hal.science/hal-01937070>

Submitted on 27 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

**Institut National
de la Recherche Agronomique**

Département d'Economie
et de Sociologie Rurales

Laboratoire de Nantes
et Station de Rennes

**Ministère de l'Agriculture
et de la Forêt**

Direction des Affaires
Financières et Economiques

Bureau de l'Evaluation
et de la Prospective

**LES EXPLOITATIONS AGRICOLES
EN DIFFICULTE FINANCIERE
DANS LA CEE**

**Des faibles revenus aux difficultés financières
des entreprises agricoles européennes.**

Analyse à partir des données du RICA européen

Alain BLOGOWSKI (DAFE / BEP)

François COLSON (INRA / ESR - NANTES)

Yves LEON (INRA / ESR - RENNES)

CONVENTION INRA - DAFE 2229 B

Le présent document constitue le rapport d'une étude financée par le Ministère de l'Agriculture et de la Forêt sur le chapitre 51.12. Son contenu n'engage que la responsabilité de ses auteurs.

AVERTISSEMENT

Ce travail sur le problème des agriculteurs en difficulté dans les différents pays européens a été mené en commun par une équipe de recherche du Ministère de l'Agriculture et de la Forêt et de l'Institut National de la Recherche Agronomique. L'équipe est composée d'Alain BLOGOWSKI (Bureau de l'Evaluation et de la Prospective au Ministère de l'Agriculture et de la Forêt), de François COLSON (INRA-ESR Nantes) et de Yves LEON (INRA-ESR Rennes).

Une première convention INRA-Ministère avait permis en 1989 de faire le point sur la situation dans quatre pays d'Europe du Nord : le Danemark, l'Irlande, les Pays Bas et le Royaume Uni. Une deuxième convention a conduit à étendre l'étude à deux autres pays, l'Allemagne et l'Espagne, et à entreprendre une analyse des données du RICA européen.

Ce document constitue la troisième partie du rapport final de cette deuxième convention d'étude, qui comprend également la présentation des résultats d'enquêtes sur les agriculteurs en difficulté en Allemagne et en Espagne.

Cette étude du RICA européen a été réalisée, avec l'autorisation du secrétariat du RICA, de la Direction Générale de l'Agriculture (DG6) de la Commission des Communautés Européennes (copie de la lettre en annexe), sur les données confiées à l'INSEE et à l'INRA. Elle a été rendue possible grâce à la collaboration de Jean Marc ROUSSELLE et aux conseils de Jean Pierre BUTAULT du laboratoire INRA-ESR de Nancy.

SOMMAIRE

| | Page |
|---|------|
| INTRODUCTION | 1 |
| I - DEFINITIONS ET MESURES DES DIFFICULTÉS FINANCIERES | |
| - Définition des difficultés financières | 2 |
| - Les données comptables | 4 |
| II - LES BAS REVENUS DANS L'AGRICULTURE EUROPÉENNE | |
| - Quatre exploitations sur dix ont un revenu inférieur à 4000 Ecus par utaf | 9 |
| - Les faibles revenus sont surtout le fait des petites exploitations | 10 |
| - Une grande exploitation sur cinq a de faibles revenus | 11 |
| III - LES EXPLOITATIONS EN SITUATION FINANCIERE DIFFICILE | |
| - Les charges financières augmentent avec la dimension économique | 13 |
| - Les exploitations agricoles en difficulté financière | 16 |
| - Des exploitations en situation de déséquilibre financier | 21 |
| CONCLUSION | 22 |
| Bibliographie | 23 |
| ANNEXES | |
| - I - Le RICA européen | 25 |
| - II - Tableaux de résultats | 37 |

INTRODUCTION

Cette étude sur les "agriculteurs en difficulté" a pour but de dénombrer le nombre d'entreprises agricoles ayant des faibles revenus non pour des raisons de dimension économique insuffisante mais à cause d'une charge financière trop importante. Elle vise donc à évaluer dans chaque pays européen la part d'exploitations dont la viabilité peut être remise en cause à court terme par leur incapacité à assurer la rémunération du capital emprunté.

Les monographies nationales réalisées ces dernières années à partir de la consultation d'experts nous ont permis de confirmer dans plusieurs pays d'Europe du Nord l'existence d'un nombre important d'exploitations agricoles en difficulté financière. Cette approche a l'avantage de s'appuyer sur les travaux d'économistes connaissant parfaitement la réalité agricole de leur pays. Elle présente cependant l'inconvénient de rendre malaisées les comparaisons entre pays. En effet les critères utilisés ne sont pas identiques et renvoient, d'un pays à l'autre, à des définitions différentes de la difficulté financière.

Pour réaliser une étude comparée de l'ampleur du phénomène des agriculteurs en difficulté il est en effet nécessaire de définir avec précision un concept de difficulté financière et de proposer une méthode et des critères communs d'analyse pour tous les pays de la CEE. Ce sera l'objet de la première partie de ce rapport, qui permettra également de présenter les variables servant à identifier les exploitations à faible revenu et à mesurer l'importance des difficultés financières à partir des données du RICA européen.

Dans la deuxième partie, nous étudierons les exploitations à faible revenu dans les différentes classes de dimension économique. Après les avoir dénombrées nous essayerons de caractériser la situation financière des exploitations de grande dimension afin d'évaluer le rôle de l'endettement dans les faibles revenus de cette catégorie d'exploitations.

Pour conclure, nous analyserons la dispersion des ratios d'endettement et de charge financière en fonction de la dimension économique et du revenu familial des exploitations agricoles. Après avoir fait le choix d'indicateurs permettant de caractériser les exploitations en situation financière fragile, nous analyserons leur nombre par pays en mettant en évidence l'influence éventuelle de facteurs tels que l'âge des chefs ou l'orientation de production dominante de l'exploitation.

I - DEFINITIONS ET MESURES DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

1.1 - Définition des difficultés financières

Les difficultés financières des exploitations agricoles sont toujours le signe d'une incapacité des exploitations concernées à faire face à la charge des capitaux empruntés. Leur permanence dans le temps entraîne alors dans un délai plus ou moins long la défaillance et bien souvent la cessation d'activité de l'entreprise (Blogowski, Colson, Léon, 1992).

LA VIABILITÉ DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

On ne peut discuter la notion de difficulté financière que par référence à une notion de viabilité de l'exploitation agricole. Nos travaux antérieurs (Aubert, Léon, 1987; Blogowski, Colson, 1990) nous conduisent à prendre en compte le caractère familial de l'exploitation agricole pour retenir une définition de la viabilité ayant une double dimension économique et sociale. La viabilité d'une exploitation est sa capacité à assurer la rémunération de tous les facteurs de production achetés (ou empruntés) et à permettre un prélèvement privé permettant à l'exploitant et à sa famille de faire face à leurs besoins. Les exploitations non viables sont celles dont les résultats économiques ne peuvent satisfaire à cette double exigence, sachant que le montant des prélèvements privés peut être très divers selon la composition et la structure du groupe familial.

L'analyse des exploitations non viables revient en fait à porter un jugement sur la période prévisible de cessation d'activité de l'entreprise. Elle nous conduit à distinguer deux grands groupes d'exploitations non viables.

Le premier, le plus important, concerne des exploitations de petite taille. Peu ou pas endettées, ces exploitations ont des résultats insuffisants pour assurer une rémunération équitable du travail familial. Les exploitants de ce groupe, souvent plus âgés que la moyenne, se maintiennent difficilement jusqu'à la retraite, mais n'auront pas, sauf exception (avec double activité et revenu extérieur), de successeur.

Le deuxième groupe, caractéristique du phénomène des agriculteurs en difficulté apparu au début des années quatre-vingt, se compose pour l'essentiel d'exploitations modernisées. De taille moyenne à grande, elles ne peuvent plus dégager un revenu suffisant pour satisfaire les besoins privés de l'exploitant et de sa famille et honorer les engagements financiers de l'entreprise. Les exploitants de ce groupe, en général plus jeunes que la moyenne, sont pour une grande partie d'entre eux contraints à envisager une cessation d'activité et une reconversion professionnelle dans un délais de quelques années.

Dans cette étude ce sont les exploitations de ce second groupe que nous cherchons à identifier. Ces exploitations peuvent être caractérisées non seulement comme "professionnelles" au sens du RICA, mais aussi d'une dimension économique minimale susceptible d'assurer une rémunération du travail familial comparable à celle obtenue par des salariés dans d'autres secteurs d'activité.

L'étude des bas revenus dans les exploitations de grande dimension (Cf. 2ème partie) est une première approche possible. Elle se révèle cependant très insuffisante. En effet, une grande partie d'entre elles ne sont pas endettées (environ un tiers pour la CEE) et les difficultés de revenu rencontrées ne sont pas de nature à remettre en cause à court terme la

pérennité de l'exploitation. Mais cette approche a surtout pour principal inconvénient d'exclure du champ de l'analyse des exploitations endettées, de petite et moyenne dimension, confrontées à des difficultés financières importantes, notamment à cause d'un processus de modernisation mal maîtrisé.

Il est donc apparu préférable d'identifier les situations financières fragiles parmi l'ensemble des "exploitations professionnelles" du RICA (Cf. 3ème partie). Les difficultés financières sont caractérisées par un déséquilibre entre les revenus générés par l'exploitation et les engagements financiers induits par le recours aux achats de biens et services et surtout aux capitaux empruntés. Leur diagnostic est donc fondé sur l'analyse combinée d'un indicateur de revenu et d'un indicateur d'endettement.

Le professeur Zeddies, dans ses travaux récents sur la viabilité des exploitations agricoles de la CEE, distingue également pour les exploitations non viables deux niveaux de risque et fait référence pour les situations les plus fragiles au montant des capitaux empruntés comparé à la valeur des actifs autres que le foncier et les bâtiments (Zeddies, 1991).

Notre approche se différencie de celle du professeur Zeddies par la méthode de repérage des situations financières difficiles. Cette méthode repose sur une conception "famille-exploitation" et non une conception "d'entreprise", qui postule comme condition de viabilité que chaque entreprise agricole doit assurer la rémunération de tous les facteurs, notamment des capitaux propres de l'exploitant, comme condition de viabilité.

METHODES DE REPERAGE DES EXPLOITATIONS EN DIFFICULTÉ

Le critère d'endettement le plus utilisé dans les différentes études nationales est le taux d'endettement (Ashmead, 1986; Walter-Jorgensen, 1987; Morhart et al., 1998; Colson, 1990). Le taux d'endettement, rapport du total des dettes à l'ensemble des actifs, est un bon indicateur de l'autonomie financière des exploitations et de leur capacité à faire face aux garanties demandées par les banquiers. L'appréciation des difficultés financières dépend du choix des seuils séparant les entreprises saines et fragiles. La fixation du seuil de taux d'endettement demeure empirique et varie de 30 à 70 % selon les pays (Blogowski, Colson, Léon, 1992). Cette divergence est l'expression de niveaux différents d'appréciation du risque par les experts, mais elle traduit surtout le contexte national de financement de chaque agriculture.

Pour dépasser cette difficulté d'interprétation du seuil de taux d'endettement, il nous est apparu possible de proposer un indicateur de pression financière permettant de mesurer le poids des frais financiers rapportés à l'EBE, c'est à dire aux résultats d'exploitation avant dotations aux amortissements, paiement de la charge de la dette et rémunération du travail familial. Nous appuyant sur nos études antérieures nous avons proposé le seuil de 33 % pour démarquer les entreprises saines des entreprises à risque financier. La fixation de ce seuil demeure empirique, mais elle nous est apparue cohérente avec les études nationales menées à ce jour sur l'évaluation du nombre d'exploitations en situation financière fragile. La comparaison de cette méthode avec celle du taux d'endettement, présentée en fin de 3ème partie, confirme la plus grande homogénéité de l'approche en terme de pression financière pour faire une comparaison internationale, même si elle est moins précise pour évaluer la solvabilité des entreprises.

Pour l'indicateur de revenu, la question est marquée par la diversité des méthodes. Cette diversité traduit les différentes conceptions (approche "entreprise" ou approche "famille-exploitation") et les grandes disparités existantes, tant dans la dimension des exploitations agricoles, que dans les niveaux de revenu de référence utilisés dans chaque pays (Blogowski, Colson, Léon, 1992). Pour conserver un maximum d'homogénéité à notre comparaison entre pays européens, nous avons choisi l'indicateur le plus utilisé pour mesurer le "revenu de l'exploitant et de sa famille". Le seuil des faibles revenus a été fixé, comme

dans de nombreuses publications de la Commission des Communautés Européennes, à 4 000 écus par an et par travailleur familial.

La méthode mise en œuvre conduit à mesurer le nombre d'exploitations à faible revenu dans chaque pays pour ensuite identifier en leur sein celles pour lesquelles les difficultés, c'est à dire les faibles revenus, peuvent être attribuées à une charge financière trop importante ⁽¹⁾. Elle permet ainsi d'avoir une évaluation sur les exploitations dont la viabilité est menacée à court terme (crise financière) et celles dont la pérennité peut être² remise en cause à plus long terme, lors du départ à la retraite de l'exploitant (cause structurelle).

L'absence d'information sur les prélèvements familiaux réels exclut la possibilité d'identifier les exploitations dont la pérennité est assurée par des revenus extérieurs. Elle ne permet pas non plus de détecter les exploitations à revenu élevé où les besoins familiaux importants peuvent parfois aussi mettre en péril les équilibres financiers de l'entreprise. C'est là, avec le caractère annuel des résultats dépendants de la conjoncture de l'année 1986 / 87, une des principales limites de cette étude.

1.2 - Les données comptables

LE RICA

Pour effectuer une répartition des exploitations agricoles en fonction de leurs caractéristiques financières, la principale difficulté est de disposer de données homogènes. Cette difficulté est accrue lorsque le champ d'investigation devient international (taux de change, règles comptables différentes, etc...). Dans le domaine des comptabilités agricoles, le RICA communautaire garantit la cohérence et l'homogénéité minimales qui sont nécessaires. Nous n'ignorons pas ses points faibles qui, dans le cadre de cette recherche, portent essentiellement sur la non connaissance du montant des prélèvements familiaux, sur l'existence de différentes méthodes de valorisation des terres et sur la non prise en compte de certaines dettes, notamment les dettes familiales.

Le RICA représente l'agriculture "professionnelle" de chaque pays. Il est constitué d'un échantillon de plus de 54 000 comptabilités agricoles en 1986/87. Pour chacune d'entre elles, un règlement communautaire fixe les rubriques à fournir. Les données se rapportent uniquement aux activités agricoles de l'exploitation excluant les informations sur la fiscalité directe et les revenus extra-agricoles.

La sélection des exploitations qui participent au Réseau est effectuée par les Etats membres selon les normes communautaires. Le champ d'observation est stratifié selon la région, l'OTE (Orientation Technico-Economique) et la dimension économique (en classe d'UDE : Unité de Dimension Economique définies à partir du calcul de la MBS : Marge Brute Standard). Le plan de sélection vise une représentation optimale (au minimum 1 %) de chaque case retenue. Seules les plus petites exploitations ne sont pas enquêtées de telle sorte que le RICA couvre la majeure partie de la production agricole communautaire.

Les résultats du RICA sont en général présentés sous forme de moyennes par exploitation. Ce sont des moyennes pondérées, chaque exploitation recevant un poids proportionnel au taux d'échantillonnage dans la case considérée. Les valeurs monétaires sont exprimées en Ecus (moyenne annuelle des taux de change de l'Ecu financier), ce qui permet

(1) Cette charge financière élevée est rarement la seule cause des difficultés de revenu qui ont presque toujours pour origine une productivité insuffisante. Au bout de quelques années son augmentation peut cependant être directement à l'origine de la cessation d'activité de l'entreprise.

les comparaisons entre Etats membres. Les différences de pouvoir d'achat des ménages agricoles ne sont cependant pas prises en compte.

Les données utilisées sont celles mises à la disposition de l'INSEE et de l'INRA par la DG-6 de la Commission des Communautés Européennes pour l'étude comparée des coûts de production pour l'exercice 86/87. Celles-ci présentent quelques différences avec celles de la publication de la Commission "Résultats économiques des exploitations agricoles N°5 - 1986/87". Ces écarts, qui sont présentés en annexe, semblent avoir essentiellement pour origine une date de mise à jour distincte de celle des données utilisées pour la publication de la Commission. Ils ne sont pas de nature à porter atteinte à la fiabilité des résultats globaux ni à remettre en cause les conclusions de l'étude sur la mesure de l'ampleur du phénomène des agriculteurs en difficulté dans les différents pays européens. Une étude particulière et détaillée sur certains pays nécessiterait cependant une attention plus particulière à ce problème d'homogénéité des données.

LE CHOIX DES VARIABLES

Pour identifier les exploitations en situation financière fragile, nous avons choisi un nombre limité d'indicateurs avec un double souci de fiabilité et de signification économique. Les contraintes de la comparaison entre pays nous ont ainsi conduits à exclure certaines variables.

Le montant des dettes à court terme, indicateur pertinent pour l'analyse des difficultés de trésorerie des exploitations agricoles françaises est l'exemple de variable non pertinente. Mal renseigné dans certains pays (Cf. Belgique, où le bas du bilan est signalé comme peu fiable), il n'est pas adapté pour un pays comme le Royaume Uni, où l'essentiel du financement des exploitations agricoles est réalisé à court terme (Loyat, 1987).

Nous présentons ici les variables ⁽³⁾⁴ utilisées pour la répartition des exploitations dans les classes de notre typologie.

Le Revenu de l'exploitant et de sa famille (REF)

Le revenu de l'exploitant et de sa famille (Family Farm Income) représente le revenu net d'exploitation après calcul des amortissements. Il a été calculé par unité de travailleur familial (UTAF) afin de pouvoir effectuer des comparaisons entre exploitations ayant des collectifs de travail familial de tailles différentes. ⁽⁵⁾

Le seuil de 4 000 écus par an et par travailleur familial a été fixé comme limite des faibles revenus. Ce seuil, qui est habituellement utilisé dans les publications de la Commission des Communautés Européennes, nous a semblé pertinent pour identifier les exploitations confrontées à une insuffisance de rémunération du travail familial.

L'Excédent Brut d'Exploitation (E.B.E.)

Pour mesurer la marge dégagée par l'entreprise agricole après versement des salaires mais avant toute charge financière, nous avons calculé l'E.B.E.(Excédent Brut

(3) La liste complète des variables utilisées figure en annexe avec la présentation des principaux agrégats comptables du RICA CEE.

5) Remarque : la moyenne des revenus par UTAF apparait parfois différente du revenu moyen par UTAF (ratio de moyennes) du fait de l'existence d'exploitations avec moins d'une UTAF qui contribuent à l'augmentation de la moyenne de ce ratio.

d'exploitation). Celui-ci a été obtenu à partir du revenu de l'exploitant et de sa famille auquel nous avons ajouté le montant des amortissements calculés et des frais financiers payés par l'exploitation agricole.

$EBE = \text{Revenu de l'Exploitant et de sa Famille} + \text{Amortissements} + \text{Frais Financiers}$.

L'EBE est utilisé comme indicateur de productivité des exploitations dans le ratio EBE / Produit Brut. Il sert également au calcul de la pression financière dans le ratio Frais Financiers sur EBE (FF/EBE) ⁽⁶⁾.

La pression financière : Frais Financiers sur Excédent Brut d'Exploitation

Nos études sur les difficultés financières des exploitations agricoles (Blogowski, Chia, Colson, Dechambre, 1990) nous ont conduits à choisir le ratio **FF / EBE** qui nous est apparu le plus pertinent pour mesurer le poids des charges financières sur le résultat des entreprises agricoles.

Nous avons fixé un seuil à 33% du ratio FF / EBE pour identifier les exploitations fragiles sur le plan des équilibres financiers. Cette limite, qui conserve un certain caractère arbitraire, fait référence aux études françaises. Elle se trouve validée par le fait qu'au delà de ce seuil, dans la majorité des pays européens, une très forte proportion d'exploitations ont de faibles revenus familiaux (Cf. 3ème partie).

Le taux d'endettement

Seul le ratio dette totale / Actif total a été retenu dans notre analyse. Il prend en compte l'ensemble de l'actif, y compris l'actif foncier, de façon à apprécier l'autonomie financière de l'entreprise par rapport à ses créanciers.

Les seuils de 50 et 75 % ont été retenus en référence aux travaux menés en France (Colson 1990). Nous les utilisons pour apprécier le nombre d'exploitations confrontées à des risques d'insolvabilité.

Les classes de dimension économique

Les classes de dimension économique retenues sont des regroupements des 9 classes de la typologie communautaire.

PETITE : classes 1 à 6, soit moins de 16 UDE.

| | | | |
|------|--------------------|----------------|-----------------|
| dont | Très petite | classes 1 et 2 | = de 0 à 4 UDE |
| | Petite | classes 3 et 4 | = de 4 à 20 UDE |
| | Moyenne inférieure | classes 5 et 6 | = de 8 à 16 UDE |

MOYENNE : classe 7, soit de 16 à 40 UDE.

GRANDE : classes 8 et 9, soit plus de 40 UDE.

| | | | |
|------|-------------|----------|-------------------|
| dont | Grande | classe 8 | = 40 à 100 UDE |
| | Très grande | classe 9 | = plus de 100 UDE |

⁽⁶⁾ Pour éviter le problème posé par des EBE négatifs dans le ratio, nous avons ramené tous les EBE négatifs (ou nuls) à la valeur + 1.

Les petites classes sont absentes pour certains Etats (Cf. Pays Bas), alors qu'elles représentent la majorité des exploitations des pays d'Europe du sud (voir Annexe I).

Ce regroupement a été retenu pour caractériser les exploitations de taille moyenne à grande, qui représentent une forte part de la production agricole communautaire et qui peuvent être considérées comme pérennes. Elles sont en effet susceptibles d'assurer, à partir des prix du marché, une meilleure rémunération du travail familial et seront donc, pour la plupart reprises lors du départ à la retraite du chef d'exploitation. Ces seuils conservent un caractère arbitraire. Ils sont cependant un guide facilitant l'interprétation statistique des données du RICA européen.

LA METHODE STATISTIQUE

Les résultats présentés sont ceux d'échantillons pondérés de façon à représenter l'univers des exploitations professionnelles de chaque pays. Chaque individu de l'échantillon (i) est en effet doté d'un poids (p_i) proportionnel au nombre N_j d'exploitations du champ qui se trouve dans la même case (par région, par OTEX et par classe de taille).

L'étude s'appuie pour une grande part sur la prise en compte de la dispersion des données de revenu et de charge financière. Elle conserve une bonne représentativité quand les échantillons concernés demeurent d'une taille suffisante. Nous avons donc veillé à écarter de notre analyse les résultats fondés sur un trop petit nombre d'exploitations.

Le nombre d'exploitations représentées est la somme des poids, $N = \sum i p_i$.

Chaque variable (V) présentée au niveau agrégé est une moyenne pondérée des valeurs qu'elle prend au niveau individuel (v_i) :

$$V = \frac{\sum i p_i v_i}{\sum i p_i}$$

Un cas particulier concerne les fractions de deux variables.

- Pour l'analyse des dispersions, elles ont été traitées comme une variable simple :

$$R = \frac{\sum i p_i \frac{v_{1i}}{v_{2i}}}{\sum i p_i}$$

- Pour l'étude des résultats moyens par groupe, nous avons préféré la méthode d'une pondération du dénominateur et du numérateur.

$$R_m = \frac{\sum i p_i v_{1i}}{\sum i p_i v_{2i}}$$

Cette solution de ratio de moyennes est en effet préférable pour atténuer le poids très important que prennent certaines exploitations à ratios extrêmement élevés (Cf. notamment dans le cas du ratio FF / EBE).

II - LES BAS REVENUS DANS L'AGRICULTURE EUROPÉENNE

La mesure de la dispersion des revenus de l'exploitant et de sa famille (par travailleur familial) à partir des groupes inter-quartiles montre des écarts beaucoup plus importants pour les pays d'Europe du Nord que pour ceux du Sud.

TABLEAU N° 1 : Dispersion du revenu de l'exploitant et de sa famille par UTAF
(en 1 000 Ecus) .

| PAYS | 25 % Inférieurs | Médiane | 25 % Supérieurs | Inter Quartiles |
|-------------|--------------------|-------------|--------------------|-----------------|
| ALLEMAGNE | 1,0 | 6,4 | 12,6 | 11,6 |
| FRANCE | 4,2 | 8,7 | 15,2 | 11,0 |
| ITALIE | 2,7 | 5,7 | 10,8 | 8,1 |
| BELGIQUE | 8,8 | 14,2 | 22,7 | 13,9 |
| LUXEMBOURG | 7,4 | 13,3 | 20,6 | 13,2 |
| PAYS BAS | 6,2 | 18,4 | 35,8 | 29,6 |
| DANEMARK | -13,6 | 1,0 | 11,3 | 24,9 |
| IRLANDE | 3,2 | 6,1 | 10,8 | 7,6 |
| ROYAUME UNI | 2,9 | 10,3 | 22,3 | 19,4 |
| GRECE | 2,1 | 3,4 | 5,5 | 3,4 |
| ESPAGNE | 2,6 | 6,4 | 13,2 | 10,6 |
| PORTUGAL | 1,0 | 1,9 | 3,8 | 2,8 |

Source : RICA CEE 1987.

L'amplitude des écarts passe de moins de 3 000 Ecus pour le Portugal à près de 30 000 Ecus pour les Pays-Bas. Elle augmente plus que le revenu médian quand on passe des pays à petites structures et à faibles revenus agricoles aux pays disposant d'un nombre élevé de grandes exploitations modernisées.

Les résultats des exploitations danoises ⁽⁷⁾, avec un faible revenu moyen par travailleur et une très forte dispersion, montrent une situation particulière que nous retrouverons tout au long de cette étude.

⁽⁷⁾ La fiscalité danoise qui permet aux agriculteurs, comme à tous les citoyens danois, de déduire de leurs impôts une partie de leurs charges financières accentue l'effet de faible rémunération des agriculteurs danois.

2.1 - Quatre exploitations européennes sur dix ont un revenu inférieur à 4 000 Ecus par travailleur familial

1 500 000 exploitations agricoles, soit 39% des exploitations "professionnelles" de la Communauté Economique Européenne, ont un revenu familial inférieur à 4 000 écus par travailleur et par an.

TABLEAU N° 2 : Les exploitations à faible revenu et à revenu négatif selon les pays (en 1000 d'exploitations et en % du total des exploitations).

| PAYS | Nombre total d'exploitations | dont REF < 4 000 Ecus / Utaf | | dont REF < 0 | |
|-----------------|------------------------------|------------------------------|-------------|--------------|------------------------------------|
| | | En nombre | en % / pays | En nombre | en % des RFU ⁽⁸⁾ < 4000 |
| ALLEMAGNE | 369 | 144 | 39% | 78 | 54% |
| FRANCE | 577 | 140 | 24% | 60 | 43% |
| ITALIE | 1 099 | 402 | 37% | 41 | 10% |
| BELGIQUE + LUX. | 57 | 5 | 9% | 2 | 40% |
| PAYS BAS | 96 | 21 | 22% | 16 | 76% |
| DANEMARK | 85 | 48 | 56% | 40 | 83% |
| IRLANDE | 143 | 46 | 32% | 11 | 24% |
| ROYAUME UNI | 139 | 39 | 28% | 24 | 62% |
| GRECE | 490 | 285 | 58% | 17 | 6% |
| ESPAGNE | 557 | 195 | 35% | 59 | 30% |
| PORTUGAL | 272 | 208 | 76% | 30 | 14% |
| Total CEE | 3 884 | 1 533 | 39% | 378 | 25% |

Source : RICA CEE 1987.

Les faibles revenus agricoles sont présents dans tous les pays de la communauté. Leur proportion varie de 9% pour la Belgique et 22% pour les Pays Bas à 58% pour la Grèce et 76% pour le Portugal.

Parmi les exploitations à faible revenu, 378 000, soit 25% d'entre elles, ont un revenu familial négatif en 1987. Elles représentent 10% du total des exploitations européennes.

C'est dans les pays du Nord de l'Europe, à grandes structures, que les exploitations à revenu négatif sont proportionnellement les plus nombreuses. Elles représentent 83% des exploitations à faible revenu au Danemark, 76% aux Pays Bas, 62% au Royaume Uni et 54% en Allemagne. Ces revenus négatifs sont pour la plupart caractéristiques d'exploitations modernisées confrontées à des charges de structure trop élevées.

⁽⁸⁾ RFU = REF/UTAF.

2.2 - Les faibles revenus sont surtout le fait des petites exploitations

La relation existante entre dimension économique et revenu agricole a déjà été mise en évidence et analysée à de nombreuses reprises. Cette relation statistique est très forte comme le montre J.P. BUTAULT qui estime, à partir de l'indice de Theil, que 80% de la différence de revenu entre deux groupes d'exploitations de l'échantillon du RICA France s'explique par la différence de MBS (BUTAULT, 1987).

Dans tous les pays européens l'observation de la variabilité du revenu par travailleur familial confirme la prédominance des faibles revenus dans les petites exploitations. Elle met également en évidence l'existence d'un nombre important de grandes exploitations dégageant un revenu familial insuffisant pour assurer la pérennité de leur entreprise.

TABLEAU N° 3 : Répartition des exploitations selon leur revenu et leur dimension économique (en % de chaque classe de taille).

| REF / UTAF (Ecus) | Dimension économique | | | | | | Ensemble |
|----------------------|----------------------|--------|-----------|-----------|--------|-------------|----------|
| | Très petite | Petite | Moyenne - | Moyenne + | Grande | Très grande | |
| < 4000 | 63 | 49 | 37 | 22 | 18 | 20 | 39 |
| De 4 à 12 000 | 28 | 40 | 46 | 40 | 22 | 9 | 36 |
| ≥ 12 000 | 10 | 11 | 17 | 38 | 60 | 71 | 24 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source : RICA CEE 1987.

Le pourcentage des faibles revenus régresse régulièrement de 63 % pour les classes de très petite dimension à environ 20 % pour les classes de grande dimension.

Dans la CEE, sur 10 exploitations à faible revenu, 8 sont de petite taille et sont pour la plupart (1 080 000 sur 1 240 000) localisées dans cinq pays, quatre du sud, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, et un du nord, l'Irlande. Dans ces pays, où l'agriculture est peu modernisée, les faibles revenus sont concentrés à plus de 90% dans les exploitations de petite taille (voir tableau A3 et A3bis en annexe II).

Les 206 000 exploitations à faible revenu de taille moyenne et les 87.000 de grande dimension sont plutôt localisées, à l'image de l'agriculture de ces pays, dans les pays du nord de l'Europe. Cinq pays, les Pays Bas, l'Allemagne, le Danemark, le Royaume Uni et la France, rassemblent, avec 78 000 exploitations, 90% des grandes exploitations à faible revenu.

2.3 - Une grande exploitation sur cinq a des revenus inférieurs à 4 000 Ecus par travailleur familial

Les 465 000 exploitations de grande taille, soit 12% des exploitations européennes, détiennent 47% du potentiel économique (mesuré en MBS) de l'agriculture communautaire. 87 000, soit 19% d'entre elles, dégagent en 1987 un revenu inférieur à 4000 écus par travailleur familial. Elles sont plus nombreuses, non seulement en nombre, mais aussi en proportion, dans les pays à agriculture moderne du nord de l'Europe.

TABLEAU N° 4 : Répartition des grandes exploitations (>7 UDE) à faible revenu.

| PAYS | Total des grandes exploitations | Grandes exploitations avec revenu < 4 000 ECU / UTAF | | |
|-------------|---------------------------------|--|------------------|-------------------|
| | | En nombre | En % des grandes | En % du total CEE |
| ALLEMAGNE | 76 975 | 18 669 | 24% | 22% |
| FRANCE | 127 441 | 22 440 | 18% | 26% |
| ITALIE | 66 769 | 3 988 | 6% | 5% |
| BELGIQUE | 18 215 | 1 137 | 6% | 1% |
| LUXEMBOURG | 452 | 41 | 9% | 0% |
| PAYS BAS | 58 038 | 10 735 | 18% | 12% |
| DANEMARK | 22 602 | 10 351 | 46% | 12% |
| IRLANDE | 6 280 | 291 | 5% | 0% |
| ROYAUME UNI | 67 992 | 15 660 | 23% | 18% |
| GRECE | 3 190 | 203 | 6% | 0% |
| ESPAGNE | 10 932 | 1 567 | 14% | 2% |
| PORTUGAL | 5 815 | 1 530 | 26% | 2% |
| Total CEE | 464 701 | 86 612 | 19% | 100% |

Source : RICA CEE 1987.

Les 22 400 grandes exploitations françaises à faible revenu représentent à elles seules 26 % des grandes exploitations européennes à faible revenu. Ces exploitations à faible revenu familial sont cependant proportionnellement moins nombreuses que les 18 600 exploitations allemandes ou les 15 700 exploitations anglaises qui représentent respectivement 24% et 23% des grandes exploitations de leur pays.

C'est au Danemark que le pourcentage de grandes exploitations à faible revenu est le plus important. Avec près d'une exploitation sur deux avec un revenu inférieur à 4 000 Ecus, l'agriculture danoise se révèle donc particulièrement fragile dans la période actuelle.

L'étude des caractéristiques moyennes des grandes exploitations à faible revenu montre que leur efficacité (mesurée par le ratio EBE/Produit Brut) est beaucoup plus faible que la moyenne des exploitations du pays auquel elles appartiennent (cf tableau A, annexe II).

TABLEAU N° 5 : Ratios d'efficacité et d'endettement pour les grandes exploitations à faible revenu (< 4000 ECU / UTAF) selon les pays (ratios de moyennes).

| PAYS | Revenu par UTAF (1 000 Ecus) | EBE / PB | FF / EBE | Taux d'endettement |
|-------------|---------------------------------|----------|-------------|-----------------------|
| ALLEMAGNE | - 4,8 | 17 % | 35 % | 35 % |
| FRANCE | - 3,5 | 20 % | 43 % | 47 % |
| ITALIE | 2,3 | 28 % | 19 % | 7 % |
| BELGIQUE | - 0,1 | 17 % | 40 % | 46 % |
| LUXEMBOURG | - 5,4 | 21 % | 34 % | 32 % |
| PAYS BAS | - 12,8 | 16 % | 62 % | 44 % |
| DANEMARK | - 15,5 | 23 % | 94 % | 79 % |
| IRLANDE | - 0,4 | 18 % | 19 % | 10 % |
| ROYAUME UNI | - 0,5 | 21 % | 30 % | 18 % |
| GRECE | 0,9 | 29 % | 19 % | 11 % |
| ESPAGNE | - 7,9 | 8 % | 13 % | 14 % |
| PORTUGAL | - 3,7 | 15 % | 49 % | 9 % |

Source : RICA CEE 1987.

Le revenu familial est négatif dans presque tous les pays.

En Italie, en Irlande, en Grèce et en Espagne les charges financières représentent moins de 20% de l'EBE. Les faibles revenus de l'exploitant et de sa famille ont donc essentiellement pour origine des résultats économiques insuffisants et non des charges financières trop importantes. Il semble en être de même au Royaume Uni, où le taux d'endettement moyen reste faible (18%), malgré un ratio FF/EBE de 30%.

Dans tous les autres pays la pression financière dépasse les 33% et atteint même 62% aux Pays Bas et 94% au Danemark, pays où les exploitations sont très fortement endettées (79% de taux d'endettement).

Il faut signaler la situation particulière des 1 500 exploitations portugaises de grande taille qui ont une charge de la dette importante (49% de l'EBE) malgré un taux d'endettement particulièrement faible. Cette situation trouve peut-être son origine dans des taux d'intérêts élevés (coût apparent du crédit -mesuré par le ratio FF/DT- de 15%), ou dans des crédits de campagne qui ne figurent pas au bilan de fin d'année.

Nous pouvons faire les mêmes observations sur les exploitations de taille moyenne à faible revenu. Leur taux d'endettement est plus faible de 5 à 10 points mais le poids des charges financières sur l'EBE est du même ordre de grandeur, contribuant au faible revenu d'une partie importante de ces exploitations. Pour une part d'entre elles, ces mauvais résultats ne peuvent donc être attribués à des difficultés financières, mais beaucoup plus à une productivité insuffisante liée à la conjoncture, à des incidents climatiques ou sanitaires, à une mauvaise maîtrise technique, ou encore à une conjoncture particulièrement défavorable (crise sur les marchés, accident climatique ou sanitaire).

III - LES EXPLOITATIONS EN SITUATION FINANCIERE DIFFICILE

Nous avons déjà souligné au cours de nos précédents travaux (Blogowski, Colson, Léon; 1990) les différences importantes existantes d'un pays à l'autre en matière d'endettement et de charge financière. L'observation pays par pays du seuil des quartiles et des déciles supérieurs, tant pour le taux d'endettement que pour le ratio FF/EBE, rappelle l'ampleur des dispersions observées dans chaque pays. Elle met aussi en évidence l'existence, dans la plupart d'entre eux, d'exploitations en situation de grande fragilité financière.

TABLEAU N° 6 : Dispersion du taux d'endettement général et de la pression financière (ratio "FF / EBE") dans les différents pays de la CEE (en %).

| PAYS | TEG Médiane | TEG 25 % Sup | TEG 10 % Sup | FF / EBE Médiane | FF / EBE 25 % Sup | FF / EBE 10 % Sup |
|-------------|----------------|-----------------|-----------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| ALLEMAGNE | 15,9 | 32,9 | 59,0 | 5,6 | 17,0 | 52,1 |
| FRANCE | 27,9 | 48,0 | 68,3 | 9,9 | 20,1 | 39,0 |
| ITALIE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2,5 |
| BELGIQUE | 18,2 | 37,4 | 59,7 | 5,2 | 10,5 | 21,7 |
| LUXEMBOURG | 12,3 | 27,4 | 40,6 | 4,0 | 12,9 | 29,0 |
| PAYS BAS | 29,2 | 50,5 | 71,2 | 14,8 | 29,9 | 62,2 |
| DANEMARK | 47,3 | 74,8 | 103,1 | 50,7 | 149,9 | > 1 000 |
| IRLANDE | 0 | 4,1 | 12,3 | 0 | 7,6 | 21,7 |
| ROYAUME UNI | 7,5 | 21,9 | 41,0 | 6,7 | 24,8 | 58,0 |
| GRECE | 0,1 | 3,9 | 12,1 | 0,7 | 4,0 | 10,5 |
| ESPAGNE | 0 | 0 | 0,8 | 0 | 0 | 1,8 |
| PORTUGAL | 0 | 0 | 7,4 | 0 | 0 | 10,2 |

Source : RICA CEE 1987.

Le recours à l'emprunt est, comme l'ont montré de nombreux auteurs, (Aubert, et al., 1984) un facteur important du développement économique des exploitations agricoles. Les données du RICA-CEE confirment cet aspect dynamique de l'endettement, qui n'est cause de difficultés que pour une partie des exploitations endettées.

3.1 - Les charges financières augmentent avec la dimension économique

52% des agriculteurs européens n'ont aucune charge financière. Ce pourcentage est un indicateur du niveau d'insertion des exploitations agricoles dans les circuits bancaires. Il varie de 2% pour le Danemark et l'Allemagne à plus de 80% pour l'Italie, l'Espagne et le Portugal, pays où une grande partie de l'agriculture connaît un retard important de modernisation.

TABLEAU N° 7 : Répartition des exploitations selon la pression financière (ratio FF/EBE) et la classe de dimension économique (en % de la classe de dimension).

| DIMENSION | FF / EBE | | | | | TOTAL |
|-----------|----------|----------|-----------|-----------|--------|-------|
| | 0 | 0 - 15 % | 15 - 30 % | 30 - 50 % | > 50 % | |
| PETITE | 70 % | 22 % | 3 % | 1 % | 3 % | 100 % |
| MOYENNE | 23 % | 52 % | 13 % | 5 % | 6 % | 100 % |
| GRANDE | 14 % | 50 % | 18 % | 9 % | 10 % | 100 % |
| TOTAL | 52 % | 33 % | 7 % | 3 % | 5 % | 100 % |

Source : RICA CEE 1987.

Une exploitation européenne sur trois a un ratio FF/EBE compris entre 0 et 15%, et une sur six un ratio supérieur au seuil de 15%. Au delà de ce seuil, la proportion varie de 2% pour l'Italie, 4% pour l'Espagne, 6% pour la Grèce, 8% pour le Portugal à 35% pour la France et le Royaume-Uni, 49% pour le Pays-Bas et 71% pour le Danemark.

La répartition des exploitations selon, d'une part un critère d'endettement, d'autre part un critère de dimension économique vérifie la contribution positive du recours à l'emprunt sur le développement des exploitations agricoles mise en évidence par de nombreuses études (Aubert et alii, 1984).

28% des exploitations européennes, soit 1 087 000, ont un taux d'endettement général supérieur à 10%. Cette proportion passe de 12% pour les exploitations de petite taille à 53% pour les moyennes et à 66% pour les grandes.

TABLEAU N° 8 : Répartition des exploitations selon le taux d'endettement et la dimension économique (en % de la classe de dimension).

| DIMENSION | Taux d'endettement | | | | | TOTAL |
|-----------|--------------------|----------|-----------|-----------|--------|-------|
| | 0 - 10 % | 10- 25 % | 25 - 50 % | 50 - 75 % | > 75 % | |
| PETITE | 88 % | 5 % | 4 % | 2 % | 1 % | 100 % |
| MOYENNE | 47 % | 20 % | 19 % | 8 % | 5 % | 100 % |
| GRANDE | 33 % | 22 % | 25 % | 13 % | 7 % | 100 % |
| TOTAL | 72 % | 11 % | 10 % | 4 % | 3 % | 100 % |

Source : RICA CEE 1987.

Les exploitations avec un taux d'endettement supérieur à 50% sont proportionnellement plus nombreuses parmi les grandes exploitations (20%) que parmi les moyennes (13%) et surtout les petites (3%). Comme le montre le tableau 9 l'endettement est à l'origine des faibles revenus que pour les taux d'endettement très élevés.

TABLEAU N° 9 : Répartition des exploitations selon le taux d'endettement et le revenu de l'exploitant (en % de chaque classe de TEG).

| REF / UTAF | Taux d'endettement | | | | | TOTAL |
|-----------------|--------------------|----------|-----------|-----------|--------|-------|
| | 0 - 10 % | 10- 25 % | 25 - 50 % | 50 - 75 % | > 75 % | |
| < 4 000 Ecus | 42% | 29 % | 31 % | 38 % | 58 % | 39 % |
| 4 - 12 000 Ecus | 37 % | 34 % | 33 % | 30 % | 23 % | 36 % |
| > 12 000 Ecus | 21 % | 37 % | 37 % | 32 % | 19 % | 24 % |
| TOTAL | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |

Source : RICA CEE 1987.

C'est à partir du seuil d'endettement de 75% que l'on perçoit très nettement un effet négatif de l'endettement sur les revenus. Les exploitations à revenu élevé (>12 000 écus par UTAF) ne représentent plus que 9% des 115 000 exploitations de cette classe d'endettement constituée à 58% d'exploitations à faible revenu (<4 000 écus par UTAF).

L'utilisation du ratio de pression financière permet de mettre en évidence le même phénomène, comme le montre le tableau suivant.

TABLEAU N° 10 : Répartition des exploitations selon le revenu de l'exploitant et la pression financière (FF/EBE).

| REF / UTAF | FF / EBE | | | | | TOTAL |
|-----------------|----------|----------|-----------|-----------|--------|-------|
| | 0 | 0 - 15 % | 15 - 30 % | 30 - 50 % | > 50 % | |
| < 4 000 Ecus | 44% | 24 % | 32 % | 59 % | 97 % | 39 % |
| 4 - 12 000 Ecus | 38 % | 39 % | 38 % | 29 % | 2 % | 36 % |
| > 12 000 Ecus | 19 % | 37 % | 30 % | 12 % | 1 % | 24 % |
| TOTAL | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |

Source : RICA CEE 1987.

La quasi totalité (97%) des 195 000 exploitations ayant un ratio FF/EBE supérieur à 50% ont un revenu par UTAF inférieur à 4 000 écus. Cette proportion, qui est déjà de 59% pour la classe des exploitations ayant un ratio compris entre 30 à 50%, souligne le fort effet négatif d'un endettement important pour les exploitations ayant des résultats économiques insuffisants.

Cette mesure de la pression financière par le ratio FF/EBE est moins dépendante des pratiques bancaires et de la politique de chaque pays. Nous avons donc retenu cet indicateur dans la suite de l'analyse.

3.2 - Les exploitations en difficulté financière

Pour identifier les exploitations en difficulté financière nous avons utilisé une typologie constituée à partir du croisement d'un indicateur de revenu (le revenu de l'exploitant et de sa famille au seuil de 4 000 Ecus par UTAF) et d'un indicateur de pression financière (le ratio FF/EBE au seuil de 33%).

En 1987, 7% des exploitations agricoles de la CEE peuvent être estimées en situation financière fragile selon cette typologie. Ces 257 000 exploitations représentent une exploitation à faible revenu sur six. Elles sont de taille moyenne à grande et sont surtout localisées dans les pays d'Europe du Nord.

TABLEAU N° 11 : Les exploitations à faible revenu et à charge financière élevée.

| PAYS | Total 87 (en 1 000) | REF < 4000 Ecus par UTAF | | REF < 4000 Ecus et FF / EBE > 0,33 | |
|-----------------|------------------------|--------------------------|-------------|---------------------------------------|-------------|
| | | En nombre (1 000) | en % / pays | En nombre (1 000) | en % / pays |
| ALLEMAGNE | 369 | 144 | 39 % | 52 | 14 % |
| FRANCE | 577 | 140 | 24 % | 67 | 12 % |
| ITALIE | 1 099 | 402 | 37 % | 10 | 1 % |
| BELGIQUE + LUX. | 57 | 5 | 9 % | 3 | 5 % |
| PAYS BAS | 96 | 21 | 22 % | 16 | 17 % |
| DANEMARK | 85 | 48 | 56 % | 44 | 51 % |
| IRLANDE | 143 | 46 | 32 % | 8 | 5 % |
| ROYAUME UNI | 139 | 39 | 28 % | 23 | 16 % |
| GRECE | 490 | 285 | 58 % | 12 | 2 % |
| ESPAGNE | 557 | 195 | 35 % | 10 | 2 % |
| PORTUGAL | 272 | 208 | 76 % | 14 | 5 % |
| Total CEE | 3 884 | 1 533 | 39 % | 257 | 7 % |

Source : RICA CEE 1987.

Ces chiffres sont concordants avec les données obtenues à partir des monographies nationales. Le Danemark est le pays le plus touché par les difficultés financières qui concernent 51% de l'ensemble des exploitations et 90% des exploitations à faible revenu de ce pays.

Pour les autres pays d'Europe du nord, le pourcentage d'exploitations en situation financière fragile varie de 12% en France et 14% en Allemagne à 16% au Royaume Uni et 17% aux Pays-Bas. Dans ces pays, ces exploitations représentent souvent la moitié ou plus des exploitations à faible revenu (36% en Allemagne, 48% en France, 58% au Royaume Uni et 77% aux Pays Bas). La Belgique se signale avec un taux d'exploitations en difficulté financière plus faible (5%), comparable à celui de l'Irlande, pays dans lequel les exploitations concernées représentent quand même 17% des exploitations à faible revenu.

Avec 1% d'exploitations fragiles en Italie, 2% en Grèce et en Espagne, les difficultés financières restent marginales dans ces pays. Elles y représentent respectivement seulement

2, 4 et 5% des exploitations à faible revenu. Il est important de signaler la situation du Portugal, où 5% des exploitations sont confrontées à des difficultés financières. Si ces 14 000 exploitations ne représentent que 7% des exploitations à faible revenu elles correspondent par contre à plus du quart (27%) des exploitations ayant eu recours à l'emprunt dans ce pays.

DES EXPLOITATIONS DE TAILLE MOYENNE A GRANDE

Présentes dans toutes les classes de taille, les exploitations en situation financière fragile voient leur proportion s'accroître avec la dimension économique.

TABLEAU N°12 : Répartition des exploitations à faible revenu en situation financière fragile selon les classes de taille (en 1000 exploitations et en %).

| DIMENSION | TOTAL Nombre (en 1000) | REF / UTAF < 4 000 Ecus Nombre (en 1000) | REF < 4 000 Ecus par UTAF et FF / EBE > 0,33 | | |
|------------------|------------------------------|---|---|------------|---------------|
| | | | Nombre (en 1000) | % Total | % REF<4000 |
| PETITE | 2 481 | 1 240 | 112 | 5% | 9% |
| MOYENNE | 937 | 206 | 84 | 9% | 41% |
| GRANDE | 465 | 87 | 60 | 13% | 69% |
| dont très grande | 67 | 13 | 11 | 16% | 81% |
| ENSEMBLE | 3882 | 1533 | 257 | 7% | 17% |

Source : RICA CEE 1987.

144 000 exploitations de taille moyenne à grande (supérieure à 6 UDE) sont confrontées à des difficultés financières (REF < 4 000 Ecus par UTAF et FF/EBE > 0,33). Elles représentent 10% des exploitations européennes de cette classe de taille et près de la moitié de celles à faible revenu (voir tableau A4 en annexe II).

La répartition par pays des exploitations de taille moyenne à grande en situation fragile ne modifie pas la hiérarchie établie précédemment. Elle permet cependant de confirmer l'ampleur des difficultés financières rencontrées par les entreprises agricoles anglaises et néerlandaises (17% des exploitations de taille moyenne à grande sont en situation financière fragile contre seulement 11% en Allemagne et 10% en France). Elle met également en évidence la fragilité financière d'une partie significative des exploitations portugaises de cette classe de taille (2000 soit 12%).

DES EXPLOITATIONS A REVENU NEGATIF

Les caractéristiques moyennes des 257 000 exploitations agricoles en situation financière fragile montrent que ces exploitations ont des revenus négatifs.

TABLEAU N°13 : Caractéristiques des exploitations en situation financière difficile.

| PAYS | SAU (hectares) | Produit Brut (1 000 Ecus) | REF (1 000 Ecus) | EBE / PB (%) | FF / EBE (%) | TEG (%) |
|-------------|-------------------|------------------------------|---------------------|-----------------|-----------------|------------|
| ALLEMAGNE | 26,0 | 52,5 | - 8,2 | 16 % | 74 % | 50 % |
| FRANCE | 38,5 | 50,3 | - 4,6 | 20 % | 60 % | 52 % |
| ITALIE | 17,3 | 21,0 | - 2,3 | 33 % | 59 % | 17 % |
| BELGIQUE | 17,5 | 57,8 | - 3,2 | 18 % | 56 % | 55 % |
| LUXEMBOURG | 35,4 | 36,6 | - 7,9 | 16 % | 92 % | 44 % |
| PAYS BAS | 21,7 | 114,0 | - 12,7 | 15 % | 75 % | 46 % |
| DANEMARK | 32,3 | 62,1 | - 9,7 | 22 % | 108 % | 73 % |
| IRLANDE | 42,3 | 23,0 | - 3,7 | 29 % | 87 % | 19 % |
| ROYAUME UNI | 109,4 | 116,9 | - 15,7 | 15 % | 80 % | 27 % |
| GRECE | 8,1 | 10,7 | - 0,8 | 33 % | 55 % | 21 % |
| ESPAGNE | 41,8 | 46,8 | - 15,2 | 4 % | 90 % | 18 % |
| PORTUGAL | 28,6 | 14,8 | - 2,7 | 18 % | 90 % | 14 % |

Source : RICA CEE 1987.

Les mauvais résultats de ces exploitations s'expliquent d'abord par une faible productivité, mesurée par le ratio EBE/PB. La charge financière déjà importante, compte tenu du taux d'endettement supérieur à la moyenne dans tous les pays, devient insupportable pour les entreprises ayant des résultats économiques insuffisants.

Les frais financiers représentent dans tous les pays plus de la moitié de l'EBE, et de 10 à 20% du produit brut des exploitations en situation financière fragile. Cette situation, qui peut parfois être la conséquence d'une mauvaise année, sera cependant pour beaucoup d'exploitations difficile à améliorer les années suivantes compte tenu de leur niveau d'endettement déjà très élevé dans la plupart des pays.

DES TAUX D'INTERÊT ELEVÉS DANS LES PAYS DU SUD

Les difficultés financières sont cependant plus le fait d'une faible rentabilité conduisant à un EBE insuffisant pour faire face aux charges de la dette, qu'à une crise financière due à des taux d'intérêts très élevés. La médiane et les quartiles du taux d'intérêt apparent de l'encours (FF / DT) des exploitations en situation financière fragile (tableau N° 14) montre en effet une faible dispersion dans la majorité des pays.

TABLEAU N° 14 : Dispersion du taux d'intérêt apparent (ratio FF / DT) des exploitations en situation financière fragile dans la CEE (en %).

| PAYS | 25 % | Médiane | 75 % | Inter Quartiles |
|-------------|------|---------|------|-----------------|
| ALLEMAGNE | 4,4 | 5,9 | 7,2 | 2,7 |
| FRANCE | 5,6 | 7,2 | 9,5 | 3,4 |
| ITALIE | 8,1 | 12,6 | 24,5 | 16,4 |
| BELGIQUE | 5,1 | 6,3 | 8,5 | 3,3 |
| LUXEMBOURG | 7,0 | 7,6 | 7,7 | 0,6 |
| PAYS BAS | 5,9 | 6,7 | 7,7 | 1,8 |
| DANEMARK | 9,4 | 10,7 | 11,9 | 2,5 |
| IRLANDE | 12,0 | 16,8 | 21,7 | 9,6 |
| ROYAUME UNI | 9,0 | 10,9 | 13,0 | 4,0 |
| GRECE | 10,2 | 18,7 | 25,0 | 14,8 |
| ESPAGNE | 9,2 | 12,2 | 20,7 | 11,5 |
| PORTUGAL | 12,0 | 16,4 | 30,6 | 18,6 |

source : RICA CEE 1987.

Les pays où l'agriculture est la moins modernisée sont ceux où les taux d'intérêt payés par les agriculteurs en situation difficile sont les plus élevés (12,6% en Italie, 12,2% en Espagne, 16,4% au Portugal, 16,8% en Irlande et 18,7% en Grèce). Dans ces pays, une partie importante des exploitations en situation fragile semble confrontée à des taux d'intérêt très élevés qui ne peuvent que bloquer leur développement et les conduire à des difficultés financières insurmontables.

Dans les pays du nord de l'Europe, les taux d'intérêt sont certes élevés au regard de la rentabilité des capitaux investis dans l'agriculture, mais le système bancaire semble en mesure d'assurer un financement régulier à toutes les exploitations agricoles, y compris les plus fragiles.

LES JEUNES AGRICULTEURS PLUS VULNERABLES EN FRANCE

Les exploitations fragiles sont présentes dans tous les groupes de classe d'âge. On observe cependant une sur-représentation de celles-ci chez les plus jeunes exploitants en France, mais aussi en Belgique, en Irlande, en Espagne et au Portugal. Dans ces pays, le processus d'installation des jeunes agriculteurs apparaît plus difficile.

TABLEAU N°15 : Répartition des exploitations en situation financière fragile selon la classe d'âge du chef (en % des exploitations fragiles).

| PAYS | Age | < 40 ans | 40 à 50 ans | 50 ans et plus | TOTAL |
|-------------|-----|----------|-------------|----------------|-------|
| ALLEMAGNE | | 33 % | 34 % | 33 % | 100 % |
| FRANCE | | 62 % | 19 % | 19 % | 100 % |
| ITALIE | | 35 % | 26 % | 39 % | 100 % |
| BELGIQUE | | 57 % | 40 % | 3 % | 100 % |
| LUXEMBOURG | | 32 % | 64 % | 5 % | 100 % |
| PAYS BAS | | 31 % | 35 % | 34 % | 100 % |
| DANEMARK | | 24 % | 23 % | 52 % | 100 % |
| IRLANDE | | 40 % | 27 % | 34 % | 100 % |
| ROYAUME UNI | | 25 % | 29 % | 46 % | 100 % |
| GRECE | | 27 % | 34 % | 39 % | 100 % |
| ESPAGNE | | 42 % | 29 % | 29 % | 100 % |
| PORTUGAL | | 41 % | 42 % | 18 % | 100 % |

Source : RICA CEE 1987.

Les populations plus âgées semblent par contre plus fragiles au Danemark et au Royaume Uni où les exploitants âgés de plus de 50 ans représentent respectivement 52% et 46% des situations financières difficiles.

DANS TOUTES LES ORIENTATIONS DE PRODUCTION

Toutes les orientations de production sont touchées par les difficultés financières, la répartition selon les OTEX étant bien sûr dépendante des productions dominantes dans chaque pays. Il est cependant possible de mettre en évidence la plus grande fragilité des principaux systèmes dans certains pays (voir tableaux en annexe).

Les céréales et grandes cultures (OTEX 11 et 12) sont particulièrement touchées au Danemark où elles représentent 53% des exploitations en situation financière fragile. En Grèce (40%), au Royaume Uni (36%) et aux Pays Bas (32%) elles représentent également la plus grande part des exploitations en difficulté. La France (21%), l'Espagne (23%) l'Italie (23%) et l'Allemagne (17%) sont moins sensibles. Les exploitations arboricoles (OTEX 32-33-34) sont surtout présentes en Italie (29%) et en Espagne (20%).

Les exploitations laitières (OTEX 41) représentent 21% des exploitations irlandaises en difficulté, 19% des allemandes, 18% des françaises et des belges mais seulement 10% des anglaises et 9% des néerlandaises et des danoises, confirmant ainsi les bonnes performances de ces dernières. C'est en Irlande (56%) et au Royaume-Uni (31%) que les orientations de production en viande bovine (OTEX 42+43+44) sont les plus fortement représentées parmi les exploitations avec des problèmes financiers.

Les productions hors sol (OTEX 50) sont surtout concernées aux Pays-Bas (29%) et en Belgique (25%) alors qu'elles ne représentent que 9% des situations difficiles en Espagne, 5% en France et au Royaume Uni, et surtout 4% au Danemark.

C'est en Allemagne (46%) et au Portugal que les systèmes de polyculture élevage (OTEX 60+72+81+82) pèsent le plus lourd. Ils concernent aussi près d'un tiers des exploitations en situation financière précaire au Danemark (31%), en Grèce, en Espagne (32%), en France et en Belgique (27%).

Une étude beaucoup plus précise serait nécessaire pour caractériser les exploitations des différents systèmes concernées par les difficultés financières. Seule une approche détaillée donnerait la possibilité de faire des hypothèses précises sur l'origine des situations fragiles : endettement excessif, mauvaise conjoncture du marché ou performances techniques et économiques insuffisantes.

3.3- Des exploitations en situation de déséquilibre financier

Pour une partie des exploitations, la situation prend un caractère d'urgence. Leur faible solvabilité remet en cause à court terme, voire à très court terme, leur pérennité. Ce sont celles ayant un taux d'endettement élevé (supérieur à 50%) et un faible revenu par travailleur familial.

TABLEAU N° 16 : Les exploitations en situation financière fragile et celles en situation de déséquilibre financier important (en nombre et en %).

| PAYS | FF/EBE > 0,33 | TEG > 0,50 | | TEG > 0,75 | |
|-------------|---------------|------------|------------|------------|------------|
| | RFU < 4000 | RFU < 4000 | | RFU < 0 | |
| | (en 1000) | (en 1000) | (% / pays) | (en 1000) | (% / pays) |
| ALLEMAGNE | 52,1 | 30,8 | 8 % | 10,6 | 3 % |
| FRANCE | 66,6 | 45,4 | 8 % | 12,7 | 2 % |
| ITALIE | 10,0 | 0,6 | 0 % | 0 | 0 % |
| BELG + LUX. | 2,8 | 2,1 | 4 % | 0,5 | 1 % |
| PAYS BAS | 16,3 | 8,6 | 9 % | 2,8 | 3 % |
| DANEMARK | 43,5 | 28,1 | 33 % | 14,6 | 17 % |
| IRLANDE | 7,6 | 0,6 | 0 % | 0,2 | 0 % |
| ROYAUME UNI | 22,8 | 5,2 | 4 % | 1,9 | 1 % |
| GRECE | 11,2 | 2,1 | 0 % | 0,3 | 0 % |
| ESPAGNE | 9,9 | 1,2 | 0 % | 0 | 0 % |
| PORTUGAL | 14,1 | 2,6 | 1 % | 0,6 | 0 % |
| Total CEE | 256,8 | 126,1 | 3 % | 43,9 | 1 % |

Source : RICA CEE 1987.

La moitié des exploitations en situation financière difficile sont très endettées (TEG > 50%). Parmi elles, 44 000 exploitations, ayant un revenu familial négatif et un taux d'endettement supérieur à 75 %, sont dans une situation de déséquilibre financier telle, qu'elle ne peut que conduire la plupart d'entre elles à une cessation d'activité plus ou moins rapide.

Ces exploitations en situation très précaire représentent 1 % des exploitations européennes et 17 % de celles en situation financière fragile. C'est au Danemark qu'elles sont les plus nombreuses (17%), mais elles sont également présentes aux Pays Bas (3 %), en Allemagne (3%), en France (2%).

CONCLUSION

Cette étude confirme l'intérêt que représente le RICA européen pour effectuer une étude comparée sur la viabilité des exploitations agricoles des différents pays. Au delà des particularités nationales, l'utilisation de deux indicateurs, l'un de revenu, l'autre de pression financière sur les résultats d'exploitation, permet d'identifier les exploitations en situation financière difficile, dont la pérennité semble compromise à court terme. Elle donne également la possibilité de les caractériser et d'analyser leur répartition par classe de dimension économique, classe d'âge et d'orientation de production.

Mis en évidence par plusieurs auteurs au début des années 80 (Aubert et Léon en France, Walter-Jorgensen au Danemark), le phénomène des agriculteurs en difficulté concerne tous les pays européens. Il constitue un aspect particulier du problème des faibles revenus en agriculture. Son ampleur, très variable d'un pays à l'autre, dépend, d'une part du niveau d'endettement, d'autre part des performances économiques des exploitations, enfin de l'importance du processus de modernisation des exploitations de petite à moyenne dimension.

Depuis 1987, compte-tenu de la conjoncture sur les principaux marchés, des adaptations de la politique agricole communautaire et de l'évolution des taux d'intérêts courants, le phénomène des exploitations en situation financière difficile n'a certainement pas disparu. Son ampleur, qui doit aujourd'hui rester comparable à celle mise en évidence dans cette étude ne peut que s'accroître dans les prochaines années avec les perspectives actuelles de réforme de la PAC et de négociation au GATT.

BIBLIOGRAPHIE

- APCA, 1989. Coûts et compétitivité agricoles. L'Europe des différences, Chambres d'agriculture, 94 P, PARIS.
- AUBERT D., BOMPARD J.P., DESBROSSES B., LEON Y., POSTEL-VIANY G., RIO P., 1984. - Les agriculteurs et le crédit, Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales, N°1, juin 1984 , 118 p. PARIS.
- AUBERT (D.) LEON (Y.) (eds.), 1987. - Agriculteurs en difficulté : les problèmes financiers des exploitations agricoles dans cinq pays occidentaux, Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales, N°5, septembre 1987, 120p. INRA PARIS.
- BARKAOUI (A.), BUTAULT (J.P.), ROUSSELLE (J.M.), 1991. - Les facteurs de dispersion des revenus agricoles, pp. 23-30, in AGRESTE-CAHIER N°8; décembre , PARIS..
- BLOGOWSKI A., COLSON F. et alii; 1989; Amélioration de l'efficacité des concours publics à l'agriculture : les agriculteurs en difficulté; 206 pages; Mai 1989; Ministère de l'agriculture et de la forêt DAFE - BEP , INRA ESR; PARIS.
- BLOGOWSKI A., COLSON F. ; 1990; Les agriculteurs en difficulté, qui sont-ils ?; pp 145-153 ; Revue de Droit Rural N°181 ; mars 1990; PARIS.
- BLOGOWSKI A., CHIA E., COLSON F., DECHAMBRE B., DESBROSSES B.; 1990; Les exploitations agricoles en difficulté : diagnostic, détection précoce, analyse des trajectoires; Trois tomes 424 pages + un résumé de 10 pages; Novembre 1990; Ministère de l'agriculture et de la forêt DAFE - BEP , INRA ESR; PARIS.
- BLOGOWSKI A., COLSON F., LEON Y.; 1990; les exploitations en difficulté dans la CEE : Danemark, Irlande, Pays Bas, Royaume Uni; 101 pages; juin 1990; INRA-Ministère de l'agriculture et de la forêt; PARIS.
- BLOGOWSKI A., COLSON F., LEON Y.; 1991; Les agriculteurs en difficulté dans la CEE; 24 pages; Supplément au n° 788 de la revue Chambres d'Agriculture; avril 1991; PARIS.
- BLOGOWSKI A., CHIA E., COLSON F., DECHAMBRE B.; 1989; Les agriculteurs en difficulté, méthodes d'analyses et principales caractéristiques; communication au 6ème Congrès Européen des Economistes Agricoles; La Haye - Pays Bas; sept 1990.
- BLOGOWSKI A., COLSON F., LEON Y.; 1992; Une approche des difficultés financières des agriculteurs européens; 31 pages ; A paraître Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales; juin 92; INRA ESR, PARIS..
- BUTAULT (J.P.), LEROUVILLOIS (Ph.), ROUSSELLE (J.M.), 1987. - 80% de LA dispersion des revenus agricoles expliqués par les facteurs structurels, pp.157-175, in LEON (Y.), MAHE (L.) (eds). Disparité de revenu des familles d'agriculteurs et implications pour la politique agricole, Kiel, Vauk, 510p.
- COLSON F.; 1990 ; La montée du risque financier en agriculture; pp 11-19; AGRESTE-CAHIER N°2; juin , PARIS.
- COLSON F., PINEAU B.; 1991; les indicateurs de détection de la difficulté financière des exploitations en période d'installation 8 pages; Economie Rurale n° 206; nov-dec 1991; PARIS.
- COLSON F., DESARMENIEN D.; 1991; Evaluation d'une procédure d'aide aux agriculteurs en difficulté. Analyse des exploitations de l'échantillon RICA Bretagne-Pays de la Loire; 21 pages + annexes; décembre 1991; ISBN : 2-7380-0377-X; INRA; NANTES.

- COLSON F., DESARMENIEN D.; 1992; Evaluation du risque financier des exploitations agricoles. Comparaison de différentes méthodes d'analyse des exploitations en période d'installation; 46 pages + annexes; Janvier 1992; INRA; NANTES.
- COLSON F.; 1990; les agriculteurs en difficulté au Danemark; 11 pages; février 1990; INRA; NANTES.
- COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, 1989. - La situation de l'agriculture dans la Communauté, Rapport 1988, BRUXELLES, LUXEMBOURG.
- COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, 1990 -Résultats économiques des exploitations agricoles N°5 - 1986/87 - 211p. BRUXELLES, LUXEMBOURG.
- COX (P.G.), HIGGINS (J.), KEARNEY (B.), 1982. - Farm incomes : analysis and policy : 20-123 in National Economic and Social Council, Farm incomes. Analysis and policy, 65, DUBLIN, NESC, 123 p.
- CRANNEY (J.), DE MIRIBEL (P.), 1983. - Rapport sur l'analyse du fonctionnement du RICA 347p.,INRA-INSEE, PARIS.
- GUILBERT (Ph.), 1990. - Malgré la dégradation des situations financières, 85% des exploitations agricoles restent saines en 1988, Agreste, Cahiers, 4 : pp 31-41, PARIS.
- LOYAT (J.), 1987. La situation financière des exploitations agricoles dans les pays de la CEE- 6p. N°181, Economie Rurale, PARIS.
- PERRIER-CORNET (Ph.), BLANC (M.), CAVAILHES (J.), DAUCE (P.), LE HY (A.), 1992. - La transmission des exploitations agricoles et l'installation des agriculteurs dans la CEE, synthèse, BRUXELLES, CCE DG-6, 75 pages + annexes.
- POPPE (K.J.), ZACHARIASSE (V.), 1997. - Income disparities among farm households and agriculture policy. Case : The Netherlands, pp361-392, in LEON (Y.) , MAHE (L) (eds), op. cit.
- WALTER-JORGENSEN (A.) ,1987. - Measuring income distribution and economic return in Danish agriculture, PP 109-126, in LEON (Y.) , MAHE (L) (eds), op. cit.
- WOREHART (W.J.), NIELSEN (E.G.) JOHNSON (J.D.) 1988. - Development and use of financial ratios for the evaluation of farm businesses - Technical bulletin N°1753 - ERS-U.S. Department of Agriculture, Oct. WASHINGTON.
- ZEDDI (J.), DOLUSCHITZ (R.), NEIMINGER (W.); 1991.- Viability of farm in the EEC- 57 p. - Commission of the European Communities- Brussels .Luxembourg.

ANNEXE - I

LE RICA - CEE

- **Lettres** de demande d'accès au RICA-CEE et lettre de la DG-6 d'autorisation de travail sur les données du laboratoire INRA-ESR de Nancy.

- **Présentation de l'échantillon** et comparaison des données de l'échantillon de travail de l'INRA-ESR de Nancy et de celui de la CCE DG-6, présenté dans la publication "Résultats économiques des exploitations agricoles N°5 - 1986/87".

- **Les agrégats comptables** du RICA-CEE.

- **Les variables utilisées dans l'étude** sur les exploitations en situation financière difficile.

TABLEAU - A : Comparaison de l'échantillon de travail INRA ESR - Nancy et de celui de la publication "résultats économiques des exploitations agricoles 1986/87" du RICA européen.

| PAYS | Fichier DG6 Bruxelles 23/06/89 | | Fichier INRA- Nancy | |
|-------------|-----------------------------------|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|
| | Nb exploit. échantillon | Nb exploit. représentées | Nb exploit; échantillon | Nb exploit. représentées |
| ALLEMAGNE | 5 224 | 374 431 | 5 104 | 369 385 |
| FRANCE | 5 953 | 596 168 | 6 438 | 577 994 |
| ITALIE | 16 710 | 1 108 077 | 18 038 | 1 099 088 |
| BELGIQUE | 1 022 | 55 185 | 1 059 | 54 805 |
| LUXEMBOURG | 328 | 2 453 | 355 | 2 327 |
| PAYS BAS | 1 510 | 95 187 | 1 507 | 96 257 |
| DANEMARK | 2 278 | 85 402 | 2 224 | 85 078 |
| IRLANDE | 1 346 | 145 118 | 1 294 | 143 576 |
| ROYAUME UNI | 2 988 | 146 955 | 3 055 | 143 052 |
| GRECE | 6 927 | 528 365 | 6 783 | 489 815 |
| ESPAGNE | 7 605 | 585 157 | 6 738 | 569 697 |
| PORTUGAL | 1 915 | 261 557 | 2 168 | 272 278 |
| TOTAL CEE | 53 806 | 3 984 051 | 54 763 | 3 882 661 |

Source : RICA CEE 1987.

TABLEAU - B : Comparaison des populations représentées par l'échantillon de travail INRA ESR - Nancy et celui de la publication "résultats économiques des exploitations agricoles 1986/87" du RICA européen, selon les classes de dimension économique.

| PAYS | 0 - 4 UDE | 4 - 8 UDE | 8 -16 UDE | 16 - 40 UDE | 40 - 100 UDE | > 100 UDE | TOTAL |
|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|---------------|------------------|
| ALLEMAGNE | 0 | 0 | 106 613 | 191 247 | 72 227 | 4 344 | 374 431 |
| <i>ALLEMAGNE (ech INRA)</i> | 0 | 0 | 102 188 | 190 222 | 72 922 | 4 053 | 369 385 |
| FRANCE | 75 | 18 153 | 149 833 | 302 879 | 116 597 | 8 631 | 596 168 |
| <i>FRANCE (ech INRA)</i> | 0 | 0 | 147 431 | 301 746 | 115 811 | 11 630 | 576 618 |
| ITALIE | 329 018 | 327 607 | 227 389 | 156 611 | 53 869 | 13 583 | 1 108 077 |
| <i>ITALIE (ech INRA)</i> | 313 979 | 331 487 | 227 491 | 158 684 | 54 563 | 12 206 | 1 098 410 |
| BELGIQUE | 0 | 0 | 6 660 | 30 064 | 16 747 | 1 714 | 55 185 |
| <i>BELGIQUE (ech INRA)</i> | 0 | 0 | 6 692 | 29 898 | 16 514 | 1 701 | 54 805 |
| LUXEMBOURG | 0 | 0 | 434 | 1 515 | 504 | 0 | 2 453 |
| <i>LUXEMB. (ech INRA)</i> | 0 | 0 | 361 | 1 514 | 452 | 0 | 2 327 |
| PAYS BAS | 0 | 0 | 0 | 36 265 | 49 710 | 9 212 | 95 187 |
| <i>PAYS BAS (ech INRA)</i> | 0 | 0 | 0 | 37 897 | 49 125 | 8 913 | 95 935 |
| DANEMARK | 0 | 12 957 | 18 288 | 30 906 | 19 984 | 3 267 | 85 402 |
| <i>DANEMARK (ech INRA)</i> | 0 | 13 521 | 18 288 | 30 626 | 19 512 | 3 090 | 85 037 |
| IRLANDE | 37 867 | 38 711 | 33 476 | 28 469 | 5 835 | 760 | 145 118 |
| <i>IRLANDE (ech INRA)</i> | 36 394 | 38 841 | 33 223 | 28 409 | 5 763 | 517 | 143 147 |
| ROYAUME UNI | 0 | 5 779 | 18 535 | 48 685 | 47 872 | 26 081 | 146 951 |
| <i>ROY. UNI (ech INRA)</i> | 0 | 4 997 | 17 366 | 47 970 | 46 357 | 21 635 | 138 325 |
| GRECE | 213 039 | 171 519 | 103 203 | 37 430 | 3 102 | 72 | 528 365 |
| <i>GRECE (ech INRA)</i> | 175 858 | 171 084 | 102 783 | 36 855 | 3 056 | 134 | 489 770 |
| ESPAGNE | 210 796 | 180 792 | 124 267 | 59 813 | 8 659 | 830 | 585 157 |
| <i>ESPAGNE (ech INRA)</i> | 191 646 | 172 307 | 119 960 | 62 032 | 9 286 | 1 646 | 556 877 |
| PORTUGAL | 153 197 | 61 775 | 29 067 | 11 426 | 4 796 | 1 296 | 261 557 |
| <i>PORTUGAL (ech INRA)</i> | 168 180 | 58 264 | 28 749 | 11 107 | 4 422 | 1 393 | 272 025 |
| ENSEMBLE CEE | 943 992 | 817 293 | 817 765 | 935 310 | 399 901 | 69 790 | 3 984 051 |
| <i>ENS.CEE (ech INRA)</i> | 886 057 | 790 501 | 804 532 | 936 870 | 397 783 | 66 918 | 3 882 661 |

Source : RICA CEE 1987.

TABLEAU - C : Comparaison des populations représentées par l'échantillon de travail INRA ESR - Nancy et celui de la publication "résultats économiques des exploitations agricoles 1986/87" du RICA européen, selon les classes de revenu de l'exploitant et de sa famille par UTAF (ratio de moyenne).

| PAYS | REF/utaf < 4 000 | REF/utaf 4-12 000 | REF/utaf 12-20 000 | REF/utaf > 20 000 | TOTAL |
|--------------------------------|---------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|------------------|
| ALLEMAGNE | 122 088 | 137 647 | 64 848 | 49 848 | 374 431 |
| <i>ALLEMAGNE (ech INRA)</i> | 143 254 | 125 456 | 62 738 | 37 937 | 369 385 |
| FRANCE | 214 106 | 221 479 | 93 023 | 67 560 | 596 168 |
| <i>FRANCE (ech INRA)</i> | 139 995 | 234 019 | 117 071 | 85 533 | 576 618 |
| ITALIE | 449 077 | 467 799 | 117 371 | 73 830 | 1 108 077 |
| <i>ITALIE (ech INRA)</i> | 401 867 | 457 953 | 137 187 | 101 403 | 1 098 410 |
| BELGIQUE | 3 383 | 15 261 | 19 156 | 17 385 | 55 185 |
| <i>BELGIQUE (ech INRA)</i> | 4 943 | 15 958 | 16 666 | 17 238 | 54 805 |
| LUXEMBOURG | 285 | 1 045 | 597 | 526 | 2 453 |
| <i>LUXEMBOURG (ech INRA)</i> | 438 | 580 | 683 | 626 | 2 327 |
| PAYS BAS | 15 744 | 20 261 | 21 884 | 37 298 | 95 187 |
| <i>PAYS BAS (ech INRA)</i> | 21 190 | 15 041 | 14 074 | 45 630 | 95 935 |
| DANEMARK | 42 142 | 17 421 | 14 389 | 11 450 | 85 402 |
| <i>DANEMARK (ech INRA)</i> | 48 194 | 17 069 | 11 218 | 8 556 | 85 037 |
| IRLANDE | 71 166 | 54 534 | 12 309 | 7 109 | 145 118 |
| <i>IRLANDE (ech INRA)</i> | 45 494 | 66 277 | 17 991 | 13 385 | 143 147 |
| ROYAUME UNI | 52 682 | 39 811 | 25 495 | 28 963 | 146 951 |
| <i>ROYAUME UNI (ech INRA)</i> | 39 347 | 36 677 | 23 022 | 39 279 | 138 325 |
| GRECE | 235 373 | 238 316 | 39 108 | 15 568 | 528 365 |
| <i>GRECE (ech INRA)</i> | 285 114 | 184 384 | 16 202 | 4 070 | 489 770 |
| ESPAGNE | 229 757 | 212 922 | 65 397 | 77 081 | 585 157 |
| <i>ESPAGNE (ech INRA)</i> | 195 728 | 205 682 | 69 907 | 85 560 | 556 877 |
| PORTUGAL | 203 642 | 44 379 | 5 071 | 8 465 | 261 557 |
| <i>PORTUGAL (ech INRA)</i> | 207 975 | 42 918 | 8 421 | 12 711 | 272 025 |
| ENSEMBLE CEE | 1 639 445 | 1 470 875 | 478 648 | 395 083 | 3 984 051 |
| <i>ENSEMBLE CEE (ech INRA)</i> | 1 533 539 | 1 402 014 | 495 180 | 451 928 | 3 882 661 |

Source : RICA CEE 1987.

TABLEAU - D : Comparaison des résultats moyens de l'échantillon de travail INRA ESR - Nancy et de celui de la publication "résultats économiques des exploitations agricoles 1986/87" du RICA européen.

| PAYS | UTAF | | REF (1000 écus) | | REF / UTAF (ratio de moyenne) | |
|-------------|---------|----------|-----------------|----------|----------------------------------|----------|
| | Ech CEE | Ech INRA | Ech CEE | Ech INRA | Ech CEE | Ech INRA |
| ALLEMAGNE | 1,40 | 1,38 | 12,2 | 10,3 | 8,7 | 7,5 |
| FRANCE | 1,44 | 1,4 | 11,7 | 14,6 | 8,1 | 10,4 |
| ITALIE | 1,49 | 1,4 | 11,4 | 11,5 | 7,6 | 8,2 |
| BELGIQUE | 1,51 | 1,50 | 27,7 | 25,0 | 18,4 | 16,7 |
| LUXEMBOURG | 1,61 | 1,47 | 21,1 | 20,1 | 13,1 | 13,6 |
| PAYS BAS | 1,46 | 1,24 | 29,1 | 29,5 | 19,9 | 23,8 |
| DANEMARK | 0,83 | 0,80 | 4,9 | 2,1 | 6,0 | 2,7 |
| IRLANDE | 1,17 | 1,14 | 7,1 | 9,9 | 6,0 | 8,6 |
| ROYAUME UNI | 1,36 | 1,09 | 16,3 | 17,0 | 11,9 | 15,6 |
| GRECE | 1,22 | 1,46 | 6,1 | 6,2 | 5,0 | 4,2 |
| ESPAGNE | 0,87 | 0,84 | 6,6 | 6,7 | 7,7 | 7,9 |
| PORTUGAL | 1,45 | 1,41 | 3,9 | 4,5 | 2,7 | 3,1 |

Source : RICA CEE 1987.

TABLEAU - E : Comparaison des résultats moyens de l'échantillon de travail INRA ESR - Nancy et de celui de la publication "résultats économiques des exploitations agricoles 1986/87" du RICA européen.

| PAYS | Produit Brut (1000 écus) | | Frais Financiers (1000 écus) | | S A U (hectares) | |
|-------------|-----------------------------|----------|---------------------------------|----------|---------------------|----------|
| | Ech CEE | Ech INRA | Ech CEE | Ech INRA | Ech CEE | Ech INRA |
| ALLEMAGNE | 72,1 | 70,5 | 2,6 | 2,5 | 27,9 | 28,6 |
| FRANCE | 56,3 | 61,5 | 3,2 | 3,3 | 38,5 | 40,8 |
| ITALIE | 25,7 | 26,1 | 0,2 | 6,2 | 10,5 | 10,4 |
| BELGIQUE | 84,1 | 79,2 | 2,8 | 2,6 | 24,2 | 23,8 |
| LUXEMBOURG | 75,5 | 76,2 | 0,4 | 1,1 | 47,2 | 47,9 |
| PAYS BAS | 146,1 | 147,6 | 9,4 | 9,4 | 21,4 | 22,1 |
| DANEMARK | 82,2 | 76,3 | 11,5 | 11,8 | 32,7 | 32,3 |
| IRLANDE | 27,6 | 28,4 | 1,4 | 1,4 | 35,2 | 36,3 |
| ROYAUME UNI | 118,8 | 113,6 | 6,7 | 5,6 | 98,4 | 101,1 |
| GRECE | 11,9 | 11,4 | 0,3 | 0,3 | 6,3 | 6,4 |
| ESPAGNE | 19,7 | 21,1 | 0,1 | 0,2 | 30,1 | 24,8 |
| PORTUGAL | 13,2 | 12,8 | 0,4 | 0,3 | 17,0 | 16,9 |

Source : RICA CEE 1987.

TABLEAU - F : Comparaison des résultats moyens de l'échantillon de travail INRA ESR - Nancy et de celui de la publication "résultats économiques des exploitations agricoles 1986/87" du RICA européen.

| PAYS | Actif Total (1000 écus) | | Dette Totale (1000 écus) | | Taux d'endettement (ratio de moyenne en %) | |
|-------------|----------------------------|----------|-----------------------------|----------|---|----------|
| | Ech CEE | Ech INRA | Ech CEE | Ech INRA | Ech CEE | Ech INRA |
| ALLEMAGNE | 245,6 | 252,6 | 56,4 | 57,0 | 23 % | 23 % |
| FRANCE | 165,6 | 171,0 | 48,4 | 52,9 | 29 % | 31 % |
| ITALIE | 139,5 | 141,2 | 2,1 | 2,5 | 2 % | 2 % |
| BELGIQUE | 163,3 | 170,8 | 42,3 | 46,0 | 26 % | 27 % |
| LUXEMBOURG | 260,0 | 258,2 | 44,2 | 47,1 | 17 % | 18 % |
| PAYS BAS | 436,6 | 448,2 | 145,7 | 148,8 | 33 % | 33 % |
| DANEMARK | 265,0 | 204,7 | 117,5 | 119,6 | 44 % | 58 % |
| IRLANDE | 165,9 | 165,3 | 9,7 | 9,9 | 6 % | 6 % |
| ROYAUME UNI | 446,5 | 450,9 | 60,4 | 59,6 | 14 % | 13 % |
| GRECE | 52,7 | 52,1 | 2,4 | 2,2 | 5 % | 4 % |
| ESPAGNE | 78,3 | 81,3 | 1,1 | 1,5 | 1 % | 2 % |
| PORTUGAL | 54,4 | 52,3 | 2,1 | 2,0 | 4 % | 4 % |

Source : RICA CEE 1987.

Mode de calcul des variables (1. Revenu)

| | | | | |
|-----------------------------------|---|-----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|
| Ventes (ou chiffre d'affaires) | 210 Variation d'inventaire du bétail | 260 Auto- consom- mation | 265 Auto- utili- sation | Stock inventaire de clôture |
|-----------------------------------|---|-----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|

| | | | |
|------------------------------------|---------------------|--|--------------------------------------|
| Stock inventaire d'ouverture | Achats d'animaux | 130 - Production Brute dont : 135 - végétale 205 - animale 255 - autre | 400 Subventions d'exploitation |
|------------------------------------|---------------------|--|--------------------------------------|

| | | |
|--|--|----------------------------------|
| 275 - Consommations in- termédiaires dont: 280 - Frais spécifiques 335 - Frais généraux | 395 - Solde TVA et 390 - Taxes d'expl. (TVA exclue) | 410 = Revenu Brut d'Exploitation |
|--|--|----------------------------------|

Indicateurs de revenu par personne :

| | | |
|-----------------------|--|------------------------------------|
| 360 Amortissements | 415 VANE = Valeur Ajoutée Nette d'Exploitation | 405 Subventions d'équipement |
|-----------------------|--|------------------------------------|

$$425 = 415 / 010 = \text{VANE} / \text{UTA}$$

| | |
|---|--|
| 365 - Salaires fermages, intérêts payés | 430 REF = Revenu de l'exploitant et sa famille |
|---|--|

$$430 = 420 / 015 = \text{REF} / \text{UTF}$$

Mode de calcul des variables (2. Bilan)

| | | | |
|------------------------------|------------------------------------|---|--|
| 435 Capitaux totaux | 440 Capitaux fixes | 445 Terres et cultures permanentes | 500 Fonds propres - 435 - 485 |
| | | 450 Bâtiments (1) | |
| | | 455 Matériel (1) | |
| | | 460 Cheptel reproducteur | |
| 465 Capitaux variables | 470 Cheptel non-reproducteur | 475 Stock de produits agricoles | 490 Emprunts à moyen et long termes |
| | | 480 Autre capital circulant | |
| | | | 495 Emprunts à court terme |
| | ACTIF | PASSIF | |

(1) Evalué sur la base de la valeur de remplacement en fin d'exercice.

LISTE DES VARIABLES DE L'ETUDE

UDE : Unité de dimension économique

OTE : Orientation Technico-Economique d'exploitation

SAU : Surface Agricole Utilisée (saud+sauf+saum)
(en propriété, en fermage et en métayage)

UTAF : Unité de Travail Annuel Familial (uchef+uconj+ufam)
(l'exploitant, son conjoint et sa famille)

AGE : Age du chef d'exploitation

PB (*) : Produit Brut (v1206) ⁽¹⁾

REF (*) : Revenu de l'exploitant et de sa famille (v1227)

EBE (*) : Excédent Brut d'Exploitation (v1227 + v1215 + v1218)
(Revenu de l'exploitant et de sa famille + Amortissements
+ Frais Financiers)

FF (*) : Frais Financiers (v1218)

AT (*) : Actif Total (v1309)

DT (*) : Dette Totale (v1312)

DCT (*) : Dette à Court Terme (v1311)

TAC : Taux Apparent du Crédit (v1218 / v1312)
(Frais Financiers sur Dette Totale)

TEG : Taux d'Endettement Général (v1312 / v1309)
(Dette Totale sur Actif Total)

EBE/PB : Taux d'efficacité productive ((v1227 + v1215 + v1218) / v1206)

FF/EBE : Le poids des charges financières sur les résultats
(v1218 / (v1227 + v1215 + v1218))
Les EBE inférieurs ou égaux à zéro ont été ramenés à la valeur 1

FF/PB : Le poids des charges financières sur la production
(v1218 / v1206)

(*) Les valeurs sont en Ecus, selon le taux de conversion financier de chaque monnaie nationale.

(1) Les N° des variables du fichier d'étude.

ANNEXE - II

Tableaux de résultats

- Caractéristiques moyennes des exploitations agricoles par pays.
- Dispersion du ratio "EBE / Produit brut" (en %) dans les pays de la CEE.
- Répartition par pays des exploitations à faible revenu selon leur dimension économique.
- Répartition des exploitations en situation financière fragile par pays selon leur classe de dimension économique.
- Répartition des exploitations en situation financière fragile par pays selon leur orientation technico - économique.

Tableau A1 : Caractéristiques moyennes par pays des exploitations agricoles .

| PAYS | SAU (hectares) | Produit Brut (1 000 Ecus) | R E F (1 000 Ecus) | EBE / PB (%) | FF / EBE (%) | TEG (%) |
|-------------|-------------------|------------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------|------------|
| ALLEMAGNE | 10,3 | 70,5 | 10,3 | 34 % | 10 % | 23 % |
| FRANCE | 14,6 | 61,5 | 14,6 | 42 % | 13 % | 31 % |
| ITALIE | 11,5 | 26,1 | 11,5 | 55 % | 1 % | 2 % |
| BELGIQUE | 25,0 | 79,2 | 25,0 | 43 % | 8 % | 27 % |
| LUXEMBOURG | 20,1 | 76,2 | 20,1 | 44 % | 3 % | 18 % |
| PAYS BAS | 29,5 | 147,6 | 29,5 | 38 % | 17 % | 33 % |
| DANEMARK | 2,1 | 76,3 | 2,1 | 30 % | 52 % | 58 % |
| IRLANDE | 9,9 | 28,4 | 9,9 | 48 % | 10 % | 6 % |
| ROYAUME UNI | 17,0 | 113,6 | 17,0 | 32 % | 15 % | 13 % |
| GRECE | 6,2 | 11,4 | 6,2 | 68 % | 4 % | 4 % |
| ESPAGNE | 6,7 | 21,1 | 6,7 | 41 % | 2 % | 2 % |
| PORTUGAL | 4,5 | 12,8 | 4,5 | 46 % | 4 % | 4 % |

Source : RICA CEE 1987.

Tableau A2 : Dispersion du ratio "EBE / Produit brut" (en %) dans les pays de la CEE.

| PAYS | EBE/PB 25 % Inférieurs | EBE/PB Médiane | EBE/PB 25 % Supérieurs |
|-------------|---------------------------|-------------------|---------------------------|
| ALLEMAGNE | 24,8 | 36,8 | 47,2 |
| FRANCE | 34,0 | 44,4 | 55,2 |
| ITALIE | 49,1 | 62,2 | 73,8 |
| BELGIQUE | 35,2 | 46,9 | 57,4 |
| LUXEMBOURG | 35,2 | 45,2 | 52,2 |
| PAYS BAS | 25,8 | 40,3 | 50,6 |
| DANEMARK | 12,2 | 27,7 | 38,2 |
| IRLANDE | 41,7 | 53,3 | 68,8 |
| ROYAUME UNI | 26,0 | 38,1 | 50,6 |
| GRECE | 59,2 | 71,9 | 82,6 |
| ESPAGNE | 28,2 | 46,1 | 62,6 |
| PORTUGAL | 34,2 | 53,4 | 65,5 |

Source : RICA CEE 1987.

Tableau A3 : Répartition par pays des exploitations à faible revenu (REF < 4 000 ECU / UTAF) selon leur dimension économique (en % du total des exploitations à faible revenu de chaque pays).

| PAYS | Dimension économique | | | |
|-------------|----------------------|---------|--------|----------|
| | Grande | Moyenne | Petite | Ensemble |
| ALLEMAGNE | 13 | 42 | 45 | 100 |
| FRANCE | 16 | 41 | 43 | 100 |
| ITALIE | 1 | 5 | 94 | 100 |
| BELGIQUE | 23 | 63 | 14 | 100 |
| LUXEMBOURG | 9 | 47 | 44 | 100 |
| PAYS BAS | 51 | 49 | 0 | 100 |
| DANEMARK | 21 | 28 | 51 | 100 |
| IRLANDE | 1 | 6 | 93 | 100 |
| ROYAUME UNI | 40 | 34 | 26 | 100 |
| GRECE | 0 | 3 | 97 | 100 |
| ESPAGNE | 1 | 7 | 92 | 100 |
| PORTUGAL | 1 | 2 | 97 | 100 |
| Total CEE | 6 | 13 | 81 | 100 |

Source : RICA CEE 1987.

Tableau A3 bis : Répartition par pays des exploitations à faible revenu (REF < 4 000 ECU / UTAF) selon leur dimension économique (en % du total des exploitations à faible revenu de la CEE par classe de taille).

| PAYS | Dimension économique | | | |
|-------------|----------------------|---------|--------|----------|
| | Grande | Moyenne | Petite | Ensemble |
| ALLEMAGNE | 22 | 29 | 5 | 9 |
| FRANCE | 26 | 28 | 5 | 9 |
| ITALIE | 5 | 9 | 31 | 26 |
| BELGIQUE | 1 | 2 | 0 | 0 |
| LUXEMBOURG | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PAYS BAS | 12 | 5 | 0 | 1 |
| DANEMARK | 12 | 7 | 2 | 3 |
| IRLANDE | 0 | 1 | 3 | 3 |
| ROYAUME UNI | 18 | 6 | 1 | 3 |
| GRECE | 0 | 4 | 22 | 19 |
| ESPAGNE | 2 | 6 | 15 | 13 |
| PORTUGAL | 2 | 2 | 16 | 14 |
| Total CEE | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source : RICA CEE 1987.

Tableau A4 : Répartition des exploitations en situation financière fragile par pays selon leur classe de dimension économique (en % des exploitations fragiles).

| PAYS | DIMENSION ECONOMIQUE (CLASSE UDE) | | | |
|-------------|-----------------------------------|---------|--------|-------|
| | GRANDE | MOYENNE | PETITE | TOTAL |
| ALLEMAGNE | 18 % | 37 % | 45 % | 100 % |
| FRANCE | 23 % | 43 % | 34 % | 100 % |
| ITALIE | 8 % | 10 % | 82 % | 100 % |
| BELGIQUE | 28 % | 51 % | 21 % | 100 % |
| LUXEMBOURG | 7 % | 38 % | 55 % | 100 % |
| PAYS BAS | 54 % | 46 % | 0 % | 100 % |
| DANEMARK | 24 % | 29 % | 48 % | 100 % |
| IRLANDE | 3 % | 22 % | 75 % | 100 % |
| ROYAUME UNI | 53 % | 33 % | 14 % | 100 % |
| GRECE | 0 % | 9 % | 91 % | 100 % |
| ESPAGNE | 11 % | 26 % | 63 % | 100 % |
| PORTUGAL | 5 % | 10 % | 85 % | 100 % |

Source : RICA CEE 1987.

Tableau A5 : Répartition des exploitations en situation financière fragile par pays selon leur orientation technico - économique (en % des exploitations fragiles).

| PAYS | ORIENTATION TECHNICO - ECONOMIQUE (Groupes d'OTEX) | | | | | | | |
|-------------|--|-----|------|--------------|------|--------------|------|--------|
| | 11+12 | 20 | 31 | 32+33 +34 | 41 | 42+43 +44 | 50 | Autres |
| ALLEMAGNE | 17 % | 2 % | 5 % | 1 % | 19 % | 8 % | 3 % | 46 % |
| FRANCE | 21 % | 2 % | 11 % | 3 % | 18 % | 15 % | 5 % | 26 % |
| ITALIE | 23 % | 2 % | 4 % | 29 % | 15 % | 9 % | 0 % | 19 % |
| BELGIQUE | 9 % | 2 % | 0 % | 4 % | 18 % | 14 % | 25 % | 27 % |
| LUXEMBOURG | 0 % | 0 % | ns | 0 % | 18 % | 4 % | 0 % | 67 % |
| PAYS BAS | 32 % | 9 % | 0 % | 1 % | 9 % | 6 % | 29 % | 14 % |
| DANEMARK | 53 % | 2 % | 0 % | 1 % | 9 % | 0 % | 4 % | 31 % |
| IRLANDE | 8 % | 0 % | 0 % | 0 % | 21 % | 56 % | 0 % | 15 % |
| ROYAUME UNI | 36 % | 2 % | 0 % | 2 % | 10 % | 31 % | 5 % | 14 % |
| GRECE | 40 % | 2 % | 1 % | 10 % | 7 % | 8 % | 1 % | 32 % |
| ESPAGNE | 22 % | 0 % | 0 % | 20 % | 10 % | 7 % | 9 % | 32 % |
| PORTUGAL | 5 % | 7 % | 2 % | 11 % | 7 % | 14 % | 5 % | 48 % |

Source : RICA CEE 1987.